

Grand entretien avec Emmanuel Terray

De l'anthropologie à la défense des sans-papiers Soixante ans d'engagement

Propos recueillis par Gérard Mauger
et Louis Weber

Savoir/agir : Ce qui frappe chez vous, outre une œuvre considérable, c'est votre engagement politique de longue durée, qui n'est finalement pas si fréquent. Pouvez-vous retracer ce double parcours et nous expliquer comment se sont noués votre travail scientifique d'anthropologue et votre engagement politique ?

Emmanuel Terray : Mes premiers engagements datent des années 1950. Ma famille était plutôt bourgeoise et droitière. Il y a donc au départ une part de révolte adolescente. J'étais très croyant quand j'avais 15 ou 16 ans. Ce qui me tracassait dès ce moment-là, c'est l'écart considérable entre ce que disait l'Évangile et la manière dont la foi était pratiquée dans mon entourage. C'est la saisie de cet écart qui a été au démarrage de mon engagement. J'étais aussi un grand lecteur de Malraux, plus précisément des romans de Malraux, même si, pour moi, l'auteur était en quelque sorte mort en 1945. Mais j'étais un lecteur passionné de *L'espoir*, de *La condition humaine*, de *Le temps du mépris*, etc. Tout cela m'a conduit à chercher des engagements à gauche.

C'est l'époque aussi où je me suis demandé si j'allais entrer au Parti communiste. Je ne l'ai jamais fait, en réalité. La raison précise est le témoignage de Margaret Neuman, qui m'avait beaucoup frappé. C'était au procès de Viktor Kravtchenko contre les *Lettres françaises*¹. Margaret était l'épouse de Heinz Neumann, un communiste allemand. Il avait été chassé d'Allemagne et s'était réfugié en URSS en 1933. Arrêté sous Staline, il a été condamné au cours de la Grande purge en 1937 et fusillé dans des conditions relativement obscures. Sa femme a été envoyée dans un camp de concentration à Karaganda au Kazakhstan. Au moment de l'accord Hitler/Staline en 1939, elle a été, comme d'autres communistes allemands réfugiés en URSS, livrée aux Allemands sur le pont de Brest-Litovsk. Elle a passé cinq ans au camp de Ravensbrück où elle a été protégée par les déportées françaises car les communistes allemandes la boycottaient de manière rigoureuse. Cela m'avait bouleversé et je me suis dit que si pour devenir com-

1. Transfuge soviétique, auteur de *J'ai choisi la liberté : La vie publique et privée d'un haut fonctionnaire soviétique*, livre très critique paru en France en 1947. Accusé par *Les Lettres françaises* de désinformation et d'être à la solde des États-Unis, il poursuit cet hebdomadaire en justice pour diffamation et gagne son procès.

muniste il fallait approuver des choses de ce genre – ce que d'autres faisaient – ce n'était pas pour moi. Cela m'a définitivement rebuté par rapport au PCF.

Ce qui était alors à l'ordre du jour, c'était la décolonisation. Le premier meeting auquel j'ai assisté était pour l'amnistie en faveur des condamnés politiques malgaches en 1953. Je me souviens notamment du magnifique discours prononcé par Edmond Michelet à cette occasion. Il y a eu ensuite la fin de la guerre d'Indochine et, surtout, l'Algérie, la Tunisie, le Maroc... J'ai estimé que le moment était venu pour moi de m'engager davantage. J'ai donc adhéré aux étudiants socialistes à la fin de 1955. Le responsable parisien était Michel Rocard. Nous étions très peu nombreux, 4 ou 5 groupes dans toute la France. J'étais un peu le porteur-serviette de Michel Rocard. Il faut dire qu'à l'époque, en novembre-décembre 1955, la SFIO faisait campagne pour la paix en Algérie. C'est seulement à partir de 1956 qu'elle a tourné casaque, précisément après le 6 février 1956 et le voyage de Guy Mollet en Algérie. J'ai donc suivi à partir de là un cheminement classique : de l'opposition au sein de la SFIO au PSA (créé en 1958) puis au PSU, résultat de la fusion, en 1960, du PSA avec divers autres groupes.

À la même époque, je suis entré à l'École normale supérieure où j'ai étudié la philosophie, notamment avec Louis Althusser. À la fin de ce cursus, j'avais un peu le choix, notamment grâce à Georges Balandier, anthropologue très en vue avec Claude Lévi Strauss. Comme il n'existait pas de formation spécifique en anthropologie (on disait d'ailleurs ethnologie à l'époque), Balandier recrutait des étudiants. Comparée à ce que j'aurais pu attendre d'une carrière de philosophe – osciller entre les bibliothèques et les

salles de cours, cette perspective me semblait beaucoup plus ouverte et conforme à ce à quoi j'aspirais à l'époque.

Il faut dire en effet que, avec la guerre d'Algérie, la France offrait une image proprement hideuse et je n'avais, avec d'autres, qu'une seule idée en tête : partir, prendre l'air. L'Afrique, alors terre de la décolonisation, était toute désignée. De plus, y aller sous l'égide de Balandier, qui était un homme qui s'intéressait aux changements, aux contradictions, était une chance assez rare, permettant de faire se rejoindre intérêt scientifique et intérêt politique. Je me suis donc retrouvé à Dakar puis à Abidjan, comme enseignant et chercheur

Savoir/agir : Il y avait aussi Marx ?

Emmanuel Terray : Oui, mais Marx redécouvert à travers Althusser. Au sein de l'ENS en 1956, deux Marx était présents sur le marché, si j'ose dire. D'abord celui de Roger Garaudy, plutôt dogmatique et mécaniste. Et puis, il y avait le Marx des écrits de jeunesse, celui dont parlaient le Père Calvez² ou le Père Bigo, un Marx rabattu sur l'humanisme certes éclairé mais l'humanisme quand même. Personnellement je ne trouvais donc pas mon compte. Avec Althusser en revanche, on avait un Marx qui était un vrai Marx, qui ne faisait aucune concession à l'humanisme bourgeois. D'où l'enthousiasme que j'ai ressenti avec un certain nombre d'autres de ses étudiants.

Mon idée était d'appliquer les notions et catégories élaborées par Althusser et ses amis à l'anthropologie. D'où d'abord le livre sur le marxisme dans les

2. Jean-Yves Calvez (1927-2010), jésuite, auteur notamment de *La pensée de Karl Marx* (1956).

sociétés primitives³ et ensuite ma thèse. L'anthropologie marxiste a été une belle aventure mais elle a malheureusement sombré dans la catastrophe générale du marxisme. À partir des années 1980, le marxisme a en effet été discrédité. Ce qui est bien dommage, car notamment pour l'anthropologie, il proposait toute une série d'instruments et de catégories qui ont été très sous-utilisés. Personnellement, je pense que ce genre de gisement finit toujours par être réutilisé. Je prévois par conséquent une redécouverte de ces outils.

Savoir/agir : Un exemple ?

Emmanuel Terray : Je pense à l'utilisation d'une grille de lecture qui met l'accent sur les conflits, sur les contradictions, sur la production et les rapports de production. Elle nous a permis de mettre en évidence, ce qui était contesté par nos prédécesseurs, le fait qu'il avait existé dans l'Afrique pré-coloniale des esclaves affectés à la production agricole, au travail des mines, aux transports pour le compte des grands seigneurs. Cela n'avait rien à voir avec la traite, qui concernait en quelque sorte les « surplus ». Ces sociétés n'étaient pas très nombreuses et avaient donc des capacités d'absorption limitées. Quand une guerre intervenait, on procédait donc au partage entre ceux qu'on allait exporter vers le Nouveau Monde et ceux qu'on garderait chez soi pour faire le travail. Auparavant, les anthropologues admettaient certes qu'il existait un esclavage mais que c'était un esclavage familial, de case. Pour eux, cela ne constituait pas du tout un système spécifique

de production. Avec une nouvelle grille, nous avons tout naturellement pu montrer qu'en réalité, un tel système existait bel et bien.

Savoir/agir : À partir de quels matériaux ?

Emmanuel Terray : D'abord à partir des enquêtes que nous avons faites sur place. Les esclaves ont en effet été libérés dans l'Afrique francophone dans les années 1900-1910. Ce qui laisse des traces dans la généalogie. On tombe par exemple dans un village sur des mariages qui n'auraient pas dû se faire parce que incestueux. Mais en réalité ils ne l'étaient pas parce que l'un des protagonistes est un esclave adopté. Il y a aussi le souvenir. Dans le premier village où j'ai travaillé, j'ai par exemple assisté à une dispute où l'un des protagonistes a pris une lampe tempête allumée en plein jour et dit à son adversaire : « Si tu ne trouves pas le chemin vers chez toi, je te propose de la lumière ». Ce qui signifiait manifestement que c'était un esclave venu d'ailleurs. Le souvenir était resté. Sans doute est-il plus effacé aujourd'hui mais dans les années 1960, cela renvoyait à seulement deux générations en arrière.

Savoir/agir : Quel est le rapport avec la traite ?

Emmanuel Terray : On estime en général que la traite transatlantique a concerné de 10 à 15 millions d'esclaves entre le seizième et le dix-neuvième siècles. Mais le nombre de ceux qui ont été amenés de l'intérieur des pays du golfe de Guinée vers les plages était beaucoup plus important. Beaucoup mouraient en effet au cours de ce transfert. Les Européens venaient seulement prendre livraison

3. Emmanuel Terray, *Le Marxisme devant les sociétés « primitives »*. Deux études, Paris, Éditions Maspero, 1969 (coll. « Théorie »).

sur les côtes. C'est la même chose pour la traite à travers le Sahara, les Arabes se contentant d'acheter les esclaves sur les marchés de Djenné ou de Tombouctou pour les acheminer ensuite vers leur destination.

Bien sûr, il serait exagéré de dire que les vendeurs d'esclaves faisaient la guerre à seule fin de se procurer des esclaves mais cela en constituait tout de même un à-côté précieux. On peut cependant dire qu'il existait des États esclavagistes, c'est-à-dire des États qui faisaient la guerre pour se procurer des esclaves. Mais ce n'est pas le cas général. On faisait la guerre et l'esclavage en était un bénéfice pour les vainqueurs.

Savoir/agir : Quand et pourquoi êtes-vous revenu en France ?

Emmanuel Terray : En 1968, j'étais en Côte d'Ivoire. Je dis parfois que ma carrière n'a été qu'un lent déclin. J'ai en effet été doyen de la fac par intérim à vingt-sept ans, pendant deux ou trois ans, faute de candidat pour me remplacer ! En fait, nous étions très mal renseignés sur ce qui se passait en France, n'ayant que des transistors plus ou moins bricolés. Un jour, nous avons appris ainsi que les coopérants de Dakar avaient rédigé une motion de soutien au général de Gaulle ! Il nous a semblé impossible d'admettre que cela apparaisse comme la position des coopérants. Nous avons donc fait une motion de soutien au mouvement. Elle a récolté 200 signatures de coopérants travaillant dans différents services, dont la fac. Mais compte tenu des difficultés de communication, nous n'avons pu l'envoyer à l'AFP que le 10 juin, à un moment où le mouvement était terminé ! Nous sommes donc arrivés après la bataille. Malgré cela, on nous a dit d'abord que tout le monde

allait être renvoyé en France. Comme ce n'était pas possible, on s'en est tenu aux meneurs. Ils ont en choisi quatre, dont je faisais partie. En fait, je n'ai pas été expulsé mais on a supprimé mon poste !

Je me suis donc retrouvé à Vincennes, grâce encore une fois à Balandier qui m'avait proposé un poste qui venait de se créer. Cette expérience a été très enrichissante pour moi et j'en ai gardé un excellent souvenir. Ce n'était pas toujours le cas pour les étudiants car la liberté totale qui leur était laissée les mettait mal à l'aise. Ils demandaient que l'on précise les années et filières, par exemple. Nous leur disions en effet : « il y a 60 unités de valeur, vous en choisissez trente ». À la question « lesquelles choisir », nous donnions rarement une réponse. Par ailleurs, le public était très original avec nombre d'étudiants admis sans le bac mais avec une attestation professionnelle (trois ans d'activité professionnelle suffisaient par exemple au départ pour être inscrit). La hiérarchie universitaire n'était guère présente et mes propres « chefs », Jean-Claude Passeron et Robert Castel, étaient extrêmement libéraux. En somme, nous pouvions enseigner ce que nous voulions, avec des étudiants en général très passionnés. Personnellement, j'enseignais donc une anthropologie largement « politisée ». Je suis resté encore deux ans après le départ à Saint-Denis à la fin des années 1970. La situation était plus difficile à Saint-Denis, la normalisation ayant fait son œuvre. Il me reste donc un regret de la grande époque un peu anarchiste de Vincennes.

Savoir/agir : Quel a été votre itinéraire politique pendant ces années ?

Emmanuel Terray : Par courrier ou pendant les vacances, j'étais resté très

lié à Althusser et ses amis, notamment Étienne Balibar. J'ai donc été séduit par le maoïsme. Je ne connais pas grand-chose de la Chine. Mais ce qui m'avait intéressé, c'était le fait qu'avec la querelle sino-soviétique, apparaissait pour la première fois une critique de gauche de l'Union soviétique. J'étais déjà convaincu que l'expérience soviétique n'avait pas grand-chose à voir avec le communisme. J'avais suivi les procès de l'après-guerre. Mais les critiques qui s'exprimaient après Budapest ou le printemps de Prague étaient, pour les qualifier sommairement, des critiques de droite sur le thème : il n'y a pas de démocratie, pas de parlement, pas d'élections libres...

La Révolution culturelle, à partir de 1966, avait mis en avant des thèmes qui m'étaient très sympathiques : la remise en cause du parti, la promotion des femmes, la critique du pouvoir des petits chefs, etc. Cela avait un certain écho au sein du PSU, où il existait donc une tendance « mao ». Certes, les relations avec les autres Mao, notamment la GP, étaient difficiles. Dans mon esprit, le maoïsme serait en France aussi une longue marche. Ce qui contrastait avec la logorrhée de rigueur à la GP. Cela impliquait aussi des alliances avec d'autres forces, pas nécessairement maoïstes. Mais nous avons été exclus du PSU assez rapidement. Avec quelques amis, nous avons fondé la Gauche ouvrière et paysanne (GOP). Celle-ci s'est fait connaître à l'occasion de deux combats qui m'ont laissé un souvenir magique : les Lip et le Larzac.

Entretemps, avec la signature du Programme commun, beaucoup des ouvriers avec lesquels nous avons travaillé jusque-là nous ont dit : « ça y est, on va "Changer la vie", il suffit de voter, on peut donc faire une pause... » Personnellement, cela me laissait un peu sceptique.

Mais il y avait comme une lame de fond dans ce sens, alimentée aussi par les nombreuses erreurs des groupuscules gauchistes. En particulier, ils n'avaient pas pris la mesure des distances. Comme j'étais plus âgé que la plupart de mes camarades, je ne me faisais pas d'illusions sur le fait que ce serait long. D'autres pensaient que 1968 c'était 1905 et que la révolution n'allait pas tarder. Ce qui les faisait militer 24 heures sur 24, un rythme qu'ils ne pouvaient pas tenir sur la durée. Les deux ou trois jours de vacance du pouvoir, avec la fuite de de Gaulle en Allemagne, entretenaient ce sentiment, assez largement répandu chez les soixante-huitards. Pour eux, 68 était donc loin d'être de la comédie comme on l'entend parfois dire aujourd'hui.

Fatigue militante et lame de fond du Programme commun ont fait que la plupart de ces groupuscules gauchistes se sont dissous dans les années 1974-1975. Ce qui pour moi a eu une conséquence concrète amusante. Jusque-là, je militais beaucoup et étais donc rarement chez moi. Après cela, j'ai arrêté tout pendant un an. Ce qui faisait dire à mes enfants, me voyant à la maison : « qu'est-ce que tu fais là, tu n'as pas de réunion aujourd'hui ? »

J'avais déjà eu des contacts avec la CFDT de ma ville. C'était des militants fort sympathiques, pas vraiment dans l'opposition à Edmond Maire mais tout de même critiques. À Chatou, il y avait surtout des petites entreprises dont un centre de recherche d'EDF avec quelques centaines d'ingénieurs et de techniciens. Soucieux du rayonnement du syndicat, ils ont décidé de mener une action dans les conseils de prud'hommes de tout le secteur et de le faire savoir, de tenir des permanences, etc. Ils recrutaient pour cela des « défenseurs prud'hommes ». Je me

suis proposé et le suis resté pendant sept ans. Les avocats de métier peuvent plaider dans cette juridiction mais les syndicats peuvent aussi mandater des militants pour défendre les salariés. Nous n'intervenions évidemment pas pour les cas très compliqués, le syndicat faisant alors appel à des avocats de profession et fortement spécialisés. Nous leur transmettions les cas qui nous semblaient le mériter. Nous intervenions donc plutôt pour les cas de licenciement pour faute, de non-paiement des heures supplémentaires, etc. Cela m'a beaucoup intéressé car j'y ai découvert une autre classe ouvrière que celle que j'avais connue à travers l'action militante. Ceux-là me disaient d'ailleurs souvent : « Ne jugez pas la classe ouvrière à travers nous. Nous ne sommes pas du tout représentatifs ». J'ai fini par les croire grâce à cette expérience. J'ai notamment pu mesurer la division de la classe ouvrière entre grandes et petites entreprises. Dans les petites, le niveau d'apolitisme est considérable, de même que la difficulté de se battre dans un environnement à la fois paternaliste et très autoritaire. Cela m'a beaucoup instruit, notamment sur les institutions paritaires. Dans les conseils de prud'hommes, il y a deux juges patronaux et deux salariés. Le patron mis en cause vient avec son avocat et le salarié avec son défenseur. Cela devrait faire 4 et 4, mais ce n'était pas du tout le cas. En réalité, c'était 7 et 1. En effet, il y en avait 7 qui parlaient à peu près le même langage, qui avaient les mêmes codes, les mêmes démarches. Le huitième venait là-dedans souvent sans même comprendre ce qui se disait. Il m'est arrivé souvent après une audience d'expliquer à celui que je venais de défendre ce qui s'était passé et à quoi il n'avait rien compris. C'est quelque chose qu'on ignore formidablement le plus souvent quand on parle d'inégalité, un

exemple caricatural de la différence entre égalité formelle et égalité réelle.

J'ai pu mesurer aussi d'autres particularités du paritarisme. J'intervenais assez régulièrement devant deux conseils différents, celui de Poissy et celui de Saint-Germain. J'avais donc en quelque sorte une réputation à défendre. De plus, pour être crédible dans ce genre de situation, il faut respecter certaines règles de comportement, rester calme, etc. Le salarié que je défendais n'entendait pas toujours les choses ainsi et ne comprenait pas que ce qu'il ressentait comme un conflit violent se passe dans la courtoisie et le calme du prétoire. J'avais compris aussi assez vite que les juges siégeant ensemble à raison de deux fois par semaine pendant les trois ans de leur mandat ne pouvaient pas être constamment sur le pied de guerre. D'où un certain nombre de compromis. J'ai vite compris qu'il fallait toujours faire deux demandes, une grande et une petite. Si je gagnais sur la grande, on me refusait la petite pour ne pas désespérer le patron en cause. À l'inverse, si je perdais sur la grande, on m'accordait la petite pour une raison symétrique. Il y avait une estimation de fait de ce qu'on pouvait espérer obtenir. Pour un ouvrier, c'était par exemple 5 000 francs mais pas beaucoup plus car il ne fallait pas être « trop gourmand ». Pour un cadre, cela pouvait aller jusqu'à 10 000 francs mais avec là aussi une limite implicite.

Il y avait aussi une inégalité formidable par rapport au temps. Bien des fois, je gagnais ma cause – cela m'est arrivé assez souvent car ce n'est finalement pas si compliqué et, surtout, l'adversaire est le plus souvent un jeune avocat inexpérimenté. Il arrivait alors que l'employeur prenne contact avec le salarié et lui mette le marché en mains : soit on divise la somme allouée par deux et je paie tout de suite, soit je fais appel et dans ce cas,

même si tu gagnes, ce sera dans trois ans. Deux fois sur trois, le salarié acceptait parce qu'il avait besoin de l'argent tout de suite. Le rapport au temps n'est donc pas du tout le même pour l'un et l'autre.

Savoir/agir : Pourriez-vous retracer les grandes lignes de votre itinéraire d'enseignant et de chercheur au cours de ces deux ou trois décennies ?

Emmanuel Terray : J'ai donc enseigné à Vincennes puis Saint-Denis jusqu'en 1982, année où j'ai été élu à l'EHESS. Je poursuivais en même temps mes recherches pour présenter ma thèse, volumineuse, sur le royaume d'Abron⁴. J'avais été autorisé à retourner en Côte d'Ivoire, mais uniquement pendant l'été, quand l'université d'Abidjan était fermée. J'avais certes beaucoup fréquenté les archives et les bibliothèques mais il me fallait absolument compléter mes matériaux par des visites sur le terrain. Ce travail m'a fortement mobilisé jusqu'à la soutenance en 1984.

J'avais envie ensuite de faire un peu autre chose, en retournant à des travaux sur la philosophie et la politique. J'ai écrit plusieurs livres, notamment sur les philosophes grecs⁵. On m'a proposé alors de passer une année à Berlin au *Wissenschaftskolleg*. J'ai été recruté comme africaniste mais quand j'ai expliqué que j'étais alors davantage intéressé par la pensée allemande que par mes travaux en Afrique, on ne m'a fait aucune difficulté. J'ai écrit un petit livre au cours de ce séjour, en 1991, qui était une sorte de bilan de mon itinéraire intellectuel⁶. J'y

critiquais l'air du temps qui voulait que le marxisme soit fini et qu'on n'en parlerait plus. Je défendais au contraire le point de vue selon lequel son côté religion séculière qui avait conduit à la catastrophe était certes périmé. Mais que la part critique du marxisme et du mouvement ouvrier resterait et referait surface. Le titre est directement inspiré d'un verset de l'évangile de Mathieu : « Il est mort mais le troisième jour il ressuscitera »

En fait j'ai passé un an comme prévu au *Wissenschaftskolleg* mais suis resté à Berlin deux années supplémentaires pour étudier le phénomène de la réunification. Il était tout à fait passionnant de voir comment cela se passait du point de vue anthropologique après quarante ans de séparation. Cela n'avait pas fait deux peuples différents certes, mais deux cultures différentes, la question pouvait se poser, deux visions du monde certainement. La somme de ressentiments de part et d'autre était impressionnante. Les Allemands de l'Est disaient : « Nous avons eu la malchance de naître et de vivre 50 km trop à l'est, ce qui nous a valu quarante ans de misère et de malheurs ». Les Allemands de l'Ouest considéraient que c'était tous des fainéants qu'il fallait donc mettre au travail. C'était passionnant à observer. Nous avons monté un petit groupe qui travaillait dans les domaines de la vie quotidienne, les hôpitaux, le sport, les écoles, etc. Nous voulions voir comment cela se passait concrètement et ne pas en rester au plan politique. Nous avons rédigé un petit travail sous le titre *Anthropologie der Wende*.

Savoir/agir : Vous avez travaillé en allemand ?

Emmanuel Terray : Je fais partie de ces intellectuels plus nombreux qu'on

4. *Une histoire du royaume Abron du Gyaman, des origines à la conquête coloniale*, Paris, Éditions Karthala, 1995.

5. *La Politique dans la caverne*, Paris, Le Seuil, 1990.

6. *Le Troisième jour du communisme*, Arles, Actes Sud, 1992.

ne croit qui lisent sans trop de difficultés l'allemand mais ont beaucoup de mal à le parler. J'arrivais donc à peu près à me débrouiller à l'époque. J'avais pris comme thème de travail le PDS, le parti survivant de l'ancien SED. Il avait été pris en charge par des personnes qui faisaient partie de l'opposition à Hohnecker avant la chute du Mur, comme Gregor Gysi ou Lothar Bisky. Ils étaient gorbatchéviens en réalité. Tout le monde avait annoncé la fin rapide du PDS mais il a bien résisté, notamment à Berlin. Mon interprétation était qu'il jouait le rôle d'un parti régional. Les autres partis étaient des partis nationaux. Du coup, le PDS apparaissait comme un représentant spécifique des intérêts des *Länder* de l'ancienne RDA.

Berlin à cette époque était une ville fascinante, entre deux temps, deux époques, avec des différences très sensibles entre l'Est et l'Ouest, des traces architecturales nombreuses. La Potsdamer Platz, qui concentre aujourd'hui de gigantesques immeubles en béton et en acier était encore une prairie quand j'y étais, avec des lapins courant dans l'herbe. Le paradoxe, c'est qu'en 1988 encore, la RDA ne semblait pas du tout prête à s'effondrer. Les Allemands de l'Est que j'ai rencontrés après étaient très attachés à l'idée qu'il fallait faire un bilan équilibré. Ils récusaient complètement le fait qu'il y avait eu quarante années perdues. Le statut des femmes était par exemple beaucoup plus avancé qu'à l'Ouest, ce sont elles qui ont d'ailleurs beaucoup perdu avec la réunification. La proportion de femmes salariées était à peu près équivalente à ce qu'elle était en France à l'époque, plus de 60% (contre moins de 20% à l'Ouest), il y avait un système de crèches, de congés parentaux, etc. Elles ont donc été les premières victimes des licenciements massifs après la réunification.

Savoir/agir : Comment avez-vous été conduit à vous investir dans les luttes pour les immigrés ?

Emmanuel Terray : C'est le hasard, comme bien souvent. En 1996, l'année de l'occupation de l'église Saint-Bernard, ma femme était malade et nous avons passé l'été à Paris. J'avais suivi la cause des sans-papiers dans la presse, avec sympathie mais sans plus. Un appel a été lancé pour protéger l'église Saint-Bernard contre une intervention policière. J'y suis donc allé un soir et j'ai trouvé cela très sympathique, avec des gens du quartier, d'autres qui venaient d'ailleurs, des militants très divers. Je retrouvais un peu l'atmosphère du Larzac. J'ai assisté à l'expulsion le 23 août, très en colère car en Afrique j'avais visité beaucoup de villages où j'étais accueilli comme un prince, sans jamais rien me demander en retour, le sens de l'hospitalité africain ne se démentant jamais. Voir comment la police française traitait des personnes qui après tout étaient les cousins éloignés de ceux qui m'avaient reçu, cela m'avait beaucoup choqué.

Et puis, autre effet du hasard, un certain nombre de sans-papiers chinois voulaient rejoindre le mouvement. Saïd Bouziri, de la LDH, les avait accueillis et a fait appel à quelqu'un que je connaissais pour servir de traductrice, Élisabeth Allès. Celle-ci m'a « embauché » et c'est ainsi que parti pour défendre les sans-papiers africains, je me suis retrouvé avec les Chinois. Cela a été une autre expérience, avec beaucoup d'années de bagarre. Après l'hiver 1996-97 marqué par des luttes nombreuses, le gouvernement Jospin a été installé et la circulaire Chevènement nous a permis d'obtenir 600 régularisations pour le « troisième collectif », qui en fait était de composition variée avec une majorité de

Chinois mais aussi des Turcs et des Africains. Mais cela s'est à nouveau bloqué en 1998 après une décision de Jospin qui, en fait, était beaucoup plus dur que Chevènement. Celui-ci était un politique, prêt à négocier, Jospin non. Nous nous sommes donc retrouvés bloqués. D'où la grève de la faim. On nous a accusés de manipulation quand elle a commencé. Ce n'est pas vrai, on ne manipule pas quelqu'un pour qu'il cesse de s'alimenter ! C'est le contraire qui s'est produit : nous avons eu plus de 100 volontaires et avons été obligés de faire une sélection pour en choisir 30. Nous avons fait un calcul qui s'est avéré exact. Nous avons observé au cours des grèves de la faim précédentes que le gouvernement réagissait au bout d'un mois. Dans l'intervalle, il cherchait à voir si c'était sérieux. Mais c'est long, un mois, c'est à partir de là que des problèmes sanitaires sérieux commencent à se poser. Par ailleurs, dans beaucoup de grèves précédentes, il y avait eu des tensions entre celles et ceux qui faisaient la grève et le collectif qui les soutenait. Les premiers avaient tendance à privilégier l'obtention de cartes de séjour pour eux-mêmes, sans trop se préoccuper des autres qui les soutenaient. Nous voulions éviter cela. Nous avons pensé aussi qu'il serait bien que des Français se joignent aux grévistes. Comme j'étais le « moins inconnu », c'est tombé sur moi. Le calcul s'est avéré juste car le gouvernement s'est inquiété au bout de 15 jours et non d'un mois. Nous étions soutenus par tout un collectif de cinéastes, avec Jeanne Labrune, Ariane Ascaride, Robert Guédiguian, Jean-Henri Roger, Serge Lepéron, notamment. Nous avons obtenu quelques régularisations cette fois et en d'autres occasions plus tard. Puis, après quelques années, en 2004-2005, la fatigue commençait à jouer, la plupart

des anciens avaient été régularisés et cela s'est arrêté tout doucement.

Mais la lutte a continué, sous d'autres formes. J'avais fait savoir au sein de la LDH que j'accepterais toutes les réunions qui me seraient proposées sur les migrations ou les sans-papiers. J'ai donc fait énormément de réunions en province à partir de 2005.

Savoir/agir : C'est alors que vous avez développé la thèse des "délocalisations sur place" ? De quoi s'agit-il précisément ?

Emmanuel Terray : Pour moi, et même si cela peut être contesté, il y a eu un tournant au cours des années 2000. Parmi les syndicats, la CGT, la FSU et Solidaires participaient au soutien des sans-papiers. Mais ils intervenaient de la même façon que les associations et non pas comme syndicats. Nous avons par exemple proposé, un peu sur le mode de la plaisanterie, à la CGT ou à SUD de créer un syndicat de la confection de 3 000 membres, la seule contrainte étant qu'il aurait fallu des interprètes puisqu'il s'agissait de Chinois ! Ils ont refusé. Je trouvais cela dommage car pour moi, les sans-papiers étaient d'abord des travailleurs. Ils sont inscrits dans le système d'exploitation. D'où cette idée de délocalisation sur place. C'est devenu banal aujourd'hui, mais à l'époque cela ne l'était pas.

Au début la bataille pour les sans-papiers se faisait sur les plan des droits, avec une composante émotive et compassionnelle non négligeable. Cela ne me satisfaisait pas totalement. Je me disais en effet : « Cela fait longtemps qu'ils sont là et ils jouent un rôle dans la société française ». Ce qui frappe, c'est qu'en termes statistiques, l'évaluation est toujours la même depuis trente ans. On a toujours parlé de 400 000, à 50 000 près. Cela voulait

donc dire qu'il y avait un volant de 400 000 personnes qui jouaient un rôle structural. Il suffisait de regarder dans quels secteurs ils travaillaient. Les statistiques de l'Inspection du travail sur les situations irrégulières en donnent une idée. Cinq secteurs sont concernés : le bâtiment et les travaux publics, l'hôtellerie-restauration, les services à la personne, le gardiennage et le nettoyage, avec parfois des particularités régionales comme l'agriculture dans Sud-Ouest. Or, tous ces secteurs ont un caractère commun : ils ne sont pas délocalisables. C'est impossible physiquement. Le fait qu'il y avait des sans-papiers permettait aux employeurs de ces secteurs d'avoir une main-d'œuvre dans les mêmes conditions, ou parfois pires, que s'ils s'étaient établis en Asie. La notion de délocalisation sur place explique quelques aspects de la politique actuelle. Elle est répressive car il faut mettre les intéressés dans une situation d'insécurité qui les oblige à raser les murs et à accepter les conditions qui leur sont faites. En même temps, il y a une modération certaine car on n'en expulse jamais que 20 000 sur les 400 000 qui sont là. Donc on garde les mêmes à quelques exceptions près.

Ce qui s'est passé à Massy et plus généralement avec la CGT est très important de ce point de vue. À partir de 2008 et la campagne « Ils bossent ici, ils vivent ici, ils restent ici ! », le syndicat a pris les sans-papiers en compte mais comme travailleurs. Cela a d'ailleurs curieusement produit quelques tensions avec les associations qui considéraient un peu que c'était leur terrain d'action et voyaient donc d'un mauvais œil les syndicats jouer un rôle nouveau.

Savoir/agir : Comment vous est venue l'idée d'écrire Penser à droite ?

Emmanuel Terray : Je travaillais depuis un moment sur le sujet. Lénine dit quelque part quelque chose du genre : « Le meilleur maître, c'est l'adversaire ». Il y a de toute façon intérêt à aller voir ce qu'il dit car il sait mettre le doigt sur nos propres faiblesses.

Par ailleurs je pense que les historiens qui ont travaillé sur la droite, René Rémond au premier chef mais aussi Winock et d'autres, mettent tous l'accent sur la diversité de la droite. Rémond a même changé le titre de son livre, partant de *La droite en France* pour finir avec *Les droites en France*. Du coup ils ne répondaient pas à la question suivante : la diversité est certes un fait mais la droite sait aussi se rassembler, se réunir ; sur quelle base le fait-elle ? Certainement pas sur celle des doctrines politiques, qui sont diverses. Rémond a recensé trois grands courants (légitimiste, orléaniste, bonapartiste), on peut y ajouter les libéraux, les gaullistes, etc. Mais si on gratte un peu, on trouve une couche plus profonde, avec une vision du monde partagée, un socle philosophique commun qui se décline en doctrines différentes. J'ai donc essayé de repérer ce socle commun. C'est un peu une démarche d'anthropologue. Les historiens sont sensibles à ce qui change, à la diversité. Les anthropologues recherchent davantage ce qui dure, ce qui est permanent, ce qui unifie.

Ceci étant dit et assumé, il existe des piliers de la pensée de droite, parfois cachés dans les soubassements. Pour les énumérer rapidement : le réalisme (qui préfère le réel au possible, considéré comme douteux, qui est hostile aux idées générales et préfère les vérités locales et concrètes) ; l'ordre (le réel suppose l'ordre, chaque chose a une place et doit être à sa place) ; l'inégalité qui est à la fois un fait et un « bien-fait » car elle suscite l'ému-

lation et le dépassement de soi ; l'autorité, que la droite substitue au contrat et qui est le fondement de la hiérarchie sociale ; le caractère permanent de la nature humaine, qui s'oppose au progrès même s'il peut y avoir des hauts et des bas, etc.

J'ai essayé de rassembler les choses en étant aussi peu polémique que possible. J'en ai discuté avec des personnes de droite qui ont reconnu qu'elles avaient du mal à récuser ce que je dis.

Savoir/agir : Comment avez-vous fait pour délimiter les frontières de "la droite" ? Vous en excluez ce que vous appelez les fascismes, mais Charles Maurras et Léon Daudet, par exemple, figurent dans votre corpus. Par ailleurs, de l'autre côté du spectre, vous parlez des adversaires de la droite mais sans presque jamais mentionner la gauche...

Emmanuel Terray : C'est un fait que la question : « Et la gauche là-dedans ? » m'est souvent posée. On dit même : « Beaucoup de ce que vous décrivez pourrait s'appliquer à la gauche ». C'est vrai. Mais ce sera l'objet d'un autre travail. De mon point de vue, nous vivons encore sous le coup de l'effondrement calamiteux du bloc soviétique en 1989 et de l'espérance communiste. C'est un atout formidable pour la droite qui en déduit que le capitalisme actuel constitue un horizon indépassable, que le possible n'existe pas, qu'il n'y a qu'une seule solution, qu'une manière d'organiser la société, etc. Aujourd'hui encore, beaucoup en sont convaincus, y compris à gauche. Je ne dis pas que ces personnes sont passées à droite, mais juste qu'elles sont sous l'hégémonie idéologique de la droite. Nous sommes en fait tout doucement en train de nous défaire de cette hégémonie, mais c'est long et pas très facile.

Il y a des précédents historiques. Je me souviens de discussions avec François Furet où il me disait que le temps des révolutions était terminé, il faut les ranger au magasin des accessoires. Je lui disais au contraire : « Tu te trompes, nous sommes en 1816 ». L'opinion alors était qu'on ne reverrait plus jamais ce qu'on venait de vivre. Mais il y a eu ensuite 1830, 1848, 1871, 1917... On peut donc dire que nous sommes simplement au creux de la vague, comme en 1816.

Il y a un autre aspect : cette vision du monde de la droite peut s'acclimater dans des régimes très différents. Je m'appuie dans ma conclusion sur les *Mémoires* de Zhao Ziyang qui après avoir été celui qui a mis en œuvre la politique de réformes en Chine s'est prononcé pour la négociation au moment de Tian' Anmen. Ce qui lui a valu la disgrâce et une fin de vie en résidence surveillée. Ce qui ne l'a pas empêché cependant d'écrire son livre. Il raconte ses bagarres contre les vieux dignitaires du parti, tous staliniens et tous hostiles aux réformes au nom de l'ordre, de la discipline, du réalisme, en somme des valeurs de droite. On peut donc retrouver celles-ci dans des partis qui ne sont pas du tout de droite. C'est finalement un peu ce qu'on trouve dans le couple Don Quichotte et Sancho Pança !

Savoir/agir : À quand alors Penser à gauche ?

Emmanuel Terray : Je me souviens à ce propos d'une lecture qui m'avait frappé dans ma jeunesse. Il s'agissait d'un article d'Ignazio Silone, un responsable communiste qui a rompu avec le parti communiste italien dans les années 1920-1930. Intitulé *Le choix des camarades*, cet article a été publié dans *Preuves*, la revue de Raymond Aron. L'auteur y raconte

qu'il avait certes lu Marx, mais que cela avait constitué pour lui une confirmation et non une révélation. Issu d'une famille catholique des Abruzzes, il avait noté très jeune que seule la petite-bourgeoisie dont il était issu était dans les églises alors que les *cafoni*, c'est-à-dire les ouvriers agricoles de la région, restaient à l'extérieur. Il a donc quitté l'église pour les rejoindre. On voit là que choisir d'être de gauche dépend certes des biographies individuelles. Mais ceux qui ont fait ce choix après avoir lu *Le Capital* ne sont sûrement pas très nombreux ! ■